

DÉTERMINANTS DE L'INFLATION EN AFRIQUE AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES : PLAIDOYER POUR LE MAINTIEN DE LA LUTTE CONTRE L'INFLATION MÊME EN CAS DE STRATÉGIE ANTICRISE

FRANÇOIS KABUYA KALALA

LA RECHERCHE d'un degré raisonnable de stabilité des prix est considérée comme le but premier de la politique monétaire, car la maîtrise de l'inflation est primordiale, non seulement pour l'activité privée, mais aussi pour la sauvegarde du pouvoir d'achat des populations. Dans le cadre de la réalisation de l'objectif de stabilité des prix, le ciblage de l'inflation tend à s'imposer parmi les stratégies de politique monétaire. La maîtrise du taux d'inflation n'est-elle d'ailleurs pas un critère de convergence de premier rang du Programme de la coopération monétaire en Afrique (PCMA), adopté en 2002 par le conseil des gouverneurs de l'Association des Banques centrales africaines (ABCA). En outre, l'évolution récente du binôme croissance-inflation en Afrique subsaharienne rend

encore plus nécessaire la connaissance des facteurs qui déterminent l'inflation.

D'après le Fonds monétaire international (FMI)¹, des progrès remarquables ont été accomplis par l'Afrique subsaharienne sur le front de la croissance et de la stabilité au cours des dix dernières années. La croissance a atteint, en effet, un taux moyen de plus de 6% pendant les cinq dernières années et l'inflation est tombée à moins de 10%. Cependant, en 2008, l'envolée des prix des carburants et des produits alimentaires, tout au long du premier semestre, a contribué à la montée de l'inflation pour l'ensemble de l'année, en dépit de la décélération intervenue au second semestre. Dans la

¹ FMI, *Perspectives économiques régionales. Afrique subsaharienne*, avril 2009.

foulée du ralentissement de l'économie mondiale, le taux de croissance de la région est tombé de près de 7% en 2007 à 5,4% en 2008. Ce nouveau contexte inspirerait tout naturellement aux pays africains de mener des politiques plus expansionnistes. Mais ont-ils suffisamment de marges de manœuvre ?

Un ralentissement de l'activité économique mondiale plus prononcé que prévu à ce jour entamerait fortement les recettes budgétaires liées au commerce extérieur. Des contraintes financières plus fortes apparaîtraient surtout dans les pays n'ayant pas suffisamment de réserves extérieures, de marchés financiers nationaux bien développés ou ne recevant pas de soutien accru des donateurs. Les risques d'inflation impulsés par la monétisation des déficits publics plus accrus ne sauraient donc être écartés totalement en dehors de contraintes de gestion rigoureuses imposées notamment par un régime de taux de change fixe ou l'appartenance à une zone monétaire¹.

Des études attestent que l'inflation affecte négativement la croissance². Certes, son effet est faible à des niveaux d'inflation faibles, mais significativement négatif à des niveaux d'inflation élevés. Une réduction même légère du

taux de croissance aurait, avec le temps, des effets cumulés considérables sur la production et la prospérité. Des taux d'inflation plus élevés, ou plus variables, tendraient à accroître l'inégalité des revenus. En outre, cette incidence défavorable de l'inflation sur la répartition des revenus est plus probable dans les pays où le secteur financier est moins développé³.

Réduire la pauvreté doit être un objectif éminemment prioritaire en Afrique. Sa réalisation passe par une croissance forte et par moins d'inégalités dans les revenus. Or, l'inflation, lorsqu'elle est réduite et stabilisée à de faibles niveaux, est de nature à réduire l'inégalité. Pour une bonne connaissance des déterminants de l'inflation en Afrique, trois points essentiels sont passés en revue : 1 - l'analyse du profil de l'inflation en Afrique d'après l'appartenance économique et géographique des pays ; 2 - les contours théoriques de l'inflation ; 3 - l'évidence empirique des déterminants de l'inflation en Afrique subsaharienne.

1. PROFIL RÉCENT DE L'INFLATION EN AFRIQUE

Globalement, l'inflation a considérablement baissé en Afrique subsaharienne, passant d'une moyenne de 13,3% en 1997-2002 à 7,2% en 2007. La prise en compte des données de l'année 2008 fait

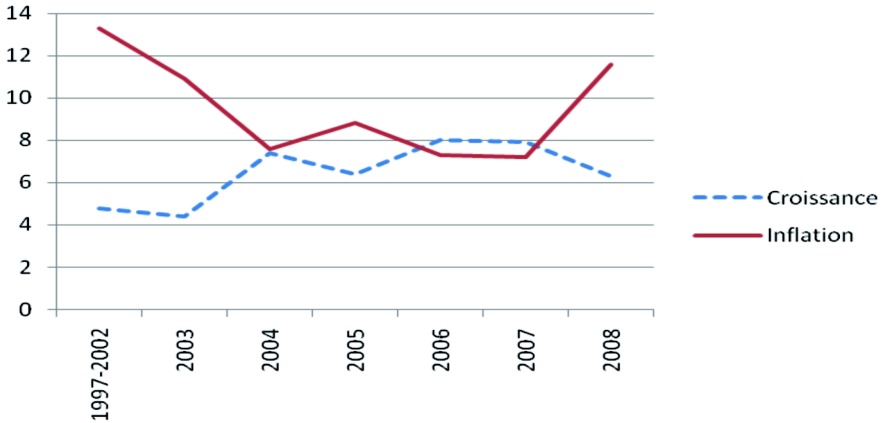
1 Une étude sur les évolutions de l'inflation entre 1960 et 1990 a montré que les pays dotés d'un régime quelconque de taux de change fixe ont en général enregistré des taux d'inflation plus faibles et moins variables que les pays appliquant un régime de taux de change fixe. Voir Atish R. Ghosh, Anne-Marie Gulde, Jonathan D. Ostry et Holger C. Wolf, « Does the Nominal Exchange Rate Regime Matter ? », document de travail du FMI 05/121, novembre 1995.

2 Voir par exemple Michael Bruno, M., « L'inflation freine-t-elle vraiment la croissance ? », in *Financement & Développement*, Septembre 1995, p. 35-38 ; et aussi FMI, « Hauts et bas de l'inflation : Analyse du bilan de l'après-guerre », *Perspectives de l'économie mondiale*, chapitre VI, octobre 1996.

3 Pour mémoire, sur les 44 pays de l'Afrique subsaharienne classés en fonction du niveau de développement de leurs marchés financiers, seule l'Afrique du Sud fait partie du groupe des « marchés émergents », 12 pays appartiennent au groupe des « marchés pionniers » et tous les autres font partie du groupe des « pays en voie de développement financier ».

Graphique 1
Évolution de l'inflation et de la croissance en Afrique subsaharienne, 1997-2008 (en %)

Source des données : FMI, Perspectives économiques régionales. Afrique subsaharienne, avril 2009.



remonter le taux d'inflation à 11,6%, en dépit des évolutions infra-annuelles qui témoignent d'une diminution notable de l'inflation au second semestre de l'année, sous l'effet de l'effondrement des cours des produits de base et du ralentissement de l'économie mondiale. Parallèlement à cette évolution de l'inflation, la croissance, qui s'était maintenue jusqu'en 2006, a légèrement stagné en 2007 avant de fléchir en 2008, comme on peut le constater sur le graphique 1.

L'évolution des deux variables précitées laisse entrevoir d'importantes disparités au niveau des groupes de pays (voir tableau 1). Les pays exportateurs de pétrole affichent le taux d'inflation annuel moyen le plus élevé (14,1%) puis viennent, dans l'ordre, les États fragiles (11,4%), les pays à faible revenu (9%), les pays importateurs de pétrole (7,6%) et les pays à revenu intermédiaire (6%). Le taux de croissance annuel moyen le moins élevé est observé au niveau des

États fragiles (3,4%) contre le taux de croissance le plus élevé de 9,8% dans les pays exportateurs de pétrole.

Partant du classement des pays par organisation économique sous-régionale, il apparaît que le taux d'inflation annuel moyen le plus élevé est celui de la COMESA (18,2%), suivi par la SADC (10,3%), contre seulement 2,8% dans la zone Franc. L'appartenance à un groupement, telle la zone Franc qui est régie par une certaine discipline commune de gestion, expliquerait cette dissemblance dans le niveau d'inflation. Au sein même de la zone Franc, les pays de l'UEMOA affichent un taux d'inflation annuel moyen légèrement supérieur (3,0%) à celui des pays de la CEMAC (2,6%). En matière de croissance, elle est plus forte au sein de la COMESA (8,5%), suivie par la CAE (6%), la SADC (5,8%) et enfin la zone Franc (5,5%). Au sein de celle-ci, la croissance est en moyenne plus forte dans les pays de la CEMAC

Tableau 1
Évolution de l'inflation et de la croissance selon le classement
des pays de l'Afrique subsaharienne

	Croissance	Inflation
	(en %)	
Pays exportateurs de pétrole	9,8	14,1
Pays à revenu intermédiaire	4,2	6
Pays à faible revenu	6,2	9
États fragiles	3,4	11,4
Pays importateurs de pétrole	4,9	7,6
ZONE FRANC	5,5	2,8
UEMOA	3,5	3
CEMAC	7,5	2,6
CAE-5	6	8,4
SADC	5,8	10,3
COMESA	8,5	18,2
Pays à régime de taux de change fixe	5,3	3,7
Pays à régime de taux de change flottant	6,8	10,9

Source des données : FMI, Perspectives économiques régionales, Afrique subsaharienne, avril 2009.

(7,5%) que dans les pays de l'UEMOA (3,5%).

Les pays africains qui appliquent un régime de taux de change fixe connaissent un taux d'inflation moins élevé (3,7%) que celui des pays à régime de taux de change flottant (10,9%). Ce contraste est particulièrement éclairant au sein de la CEDEAO où les pays de l'UEMOA – dont la monnaie est rattachée à l'euro – continuent à bénéficier d'un taux d'inflation bien moindre que

les pays membres de la ZMAO. Au sein de cette dernière, les taux de croissance de la masse monétaire sont singulièrement supérieurs à ceux de l'UEMOA (voir tableau 2).

Sans présager du sens de causalité entre l'évolution de l'inflation et celle de la croissance, on note, dans les graphiques en annexe, une relation négative entre ces deux variables pour les groupes de pays précités, hormis les cas du groupe de pays à faible revenu, de

Tableau 2
Variation de la masse monétaire au sein de la CEDEAO (en %)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
CEDEAO	18,31	18,51	13,40	20,08	25,34	27,79
UEMOA	16,0	2,9	5,8	7,6	11,4	19,0
<i>Bénin</i>	-6,5	10,1	-9,4	22,4	18,0	19,8
<i>Burkina Faso</i>	2,9	16,4	0,2	18,0	10,1	23,6
<i>Côte d'Ivoire</i>	30,6	-6,6	1,7	-9,1	10,3	10,3
<i>Guinée-Bissau</i>	22,8	14,4	19,2	-55,5	5,3	24,8
<i>Mali</i>	28,5	21,9	11,9	-16,2	8,8	11,8
<i>Niger</i>	-0,4	-13,3	19,1	6,6	16,2	23,2
<i>Sénégal</i>	7,6	14,6	12,8	8,2	11,9	12,6
<i>Togo</i>	-2,5	6,2	16,6	2,0	22,7	16,8
ZMAO	19,35	26,47	16,95	26,28	32,35	32,27
<i>Nigeria</i>	15,8	24,1	14,0	24,4	30,6	30,9
<i>Ghana</i>	50,0	37,8	25,9	14,3	38,8	36,3
<i>Guinée</i>	18,4	34,7	35,9	37,2	59,4	4,8
<i>Sierra-Leone</i>	29,6	21,9	20,1	31,3	21,5	21,5
<i>Gambie</i>	22,7	43,0	18,3	13,1	26,2	26,2
Autres économies de la CEDEAO	25,80	8,45	29,90	23,10	22,45	22,45
<i>Cap Vert</i>	14,8	8,6	10,5	10,50	10,50	10,50
<i>Libéria</i>	36,8	8,3	49,3	35,70	34,4	34,4

Source des données : Rapport PCEMA, 2007.

l'UEMOA et de la CAE-5. Cependant, quels que soient leur régime de taux de change, leur appartenance géographique ou économique et leurs niveaux de développement, tous les groupes de pays de la région ont été exposés à l'inflation, mais à des degrés différents. Les causes de cette inflation sont toutes aussi différentes. Ces causes peuvent être démêlées d'abord à la lumière de la théorie, puis de l'évidence empirique.

2. LES CONTOURS THÉORIQUES DE L'INFLATION

Plusieurs théories sont avancées dans la littérature sur les causes de l'inflation :

les unes économiques ou monétaires et les autres sociologiques. Selon les tenants de l'approche économique, l'inflation résulte d'un déséquilibre entre l'offre et la demande de biens et services. Lorsque la demande globale augmente plus rapidement que l'offre, elle entraîne un ajustement à la hausse des prix pour rétablir l'équilibre. Pour les monétaristes, « l'inflation est partout et toujours un phénomène monétaire ». Un excès d'offre de monnaie par rapport aux encaisses réelles souhaitées par les agents se résorbe finalement dans la hausse des prix, laissant inchangée la production globale.

Les économistes du développement considèrent que les causes de l'inflation sont à rechercher dans les difficultés

rencontrées par les gouvernements pour impulser la croissance économique et le développement, à cause notamment d'une épargne insuffisante, de l'absence d'industries domestiques développées, de l'existence de goulets d'étranglement dans le secteur agricole, de la forte instabilité des exportations et des contraintes de change, etc. L'inflation pourrait également être la résultante de la course des acteurs économiques à l'appropriation des richesses. Par leurs pressions, les divers groupes sociaux tentent de modifier à leur profit la répartition de la richesse nationale et suscitent en fin de compte l'ascension des prix.

Dans un effort moderne de systématisation, l'approche du modèle d'offre agrégée et de la demande agrégée fournit une explication plus synthétique des causes de l'inflation en mettant l'accent sur l'influence de divers facteurs ou « chocs » du côté de la demande et du côté de l'offre. Les facteurs considérés sont souvent, du côté de l'offre, les variations des prix du pétrole, les variations des prix des produits de base autres que le pétrole et les fluctuations du taux de change nominal, dans la mesure où la dépréciation de la monnaie d'un pays accroît le prix des intrants importés dans le processus de production. Du côté de la demande, les variables considérées sont la croissance de la masse monétaire au sens large, un indicateur de l'écart entre la production effective et la production potentielle, et les taux d'inflation antérieurs.

3. ÉVIDENCE EMPIRIQUE DES DÉTERMINANTS DE L'INFLATION

Bien que la croissance de la masse monétaire soit le principal déterminant

à long terme de l'inflation, les faits observés au cours des trente dernières années indiquent que des facteurs autres que monétaires, tels que les hausses des prix des produits de base, peuvent jouer un rôle dans le déclenchement de l'inflation. Une étude d'un échantillon de 53 pays développés et en développement pour la période 1960-1994 a tenté d'isoler ces autres facteurs et d'en évaluer l'amplitude et la durée de la réaction de l'inflation¹.

Dans les pays en développement, les variations des prix des produits de base – pétroliers et non pétroliers – ne sont directement responsables que d'une faible part des variations globales de l'inflation à court terme. Comme l'indique l'étude précitée, « cela peut être dû au fait que ces chocs influent principalement sur l'inflation par des canaux indirects, notamment par le biais des mesures de politique monétaire visant à compenser l'effet défavorable sur la production des chocs du côté de l'offre qui réduisent la production potentielle, et par l'accommodement de leurs effets induits sur les salaires et les prix...² ». Dans cet ensemble très divers de pays en développement, l'écart entre production effective et production potentielle n'explique guère les variations de l'inflation alors que le rôle de ce facteur est prépondérant dans l'inflation des pays industrialisés. Par contre, les variations du taux de change nominal transmettent leurs effets à l'inflation tant à court terme qu'à moyen et long terme.

¹ Voir FMI, « Hauts et bas de l'inflation : Analyse du bilan de l'après-guerre », in *Série des études économiques et financières. Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 1996.

² *Ibidem*.

Les études sur les déterminants de l'inflation dans quelques pays africains pris individuellement soulignent la prépondérance des chocs d'offre dans le processus inflationniste. Au Sénégal, l'insuffisance de l'offre de produits alimentaires est citée comme un important facteur explicatif d'une pression sur les prix des céréales, qui se répercute enfin sur le niveau général des prix¹. Au Mali, la transmission de chocs d'offre a été postulée par le biais de conditions climatiques sur la production des céréales. Cette hypothèse s'est révélée significativement explicative de l'inflation dans ce pays². Au Burkina Faso, la balance commerciale est chroniquement déficitaire. L'économie du pays est soumise à des fluctuations dues aux conditions climatiques, ce qui explique sa dépendance aux importations et sa vulnérabilité aux prix des produits importés. Dans ce contexte, l'inflation importée a exercé un impact significatif sur le niveau général des prix³.

Une étude plus large sur un échantillon de pays de l'Afrique subsaharienne a tenté d'établir l'impact sur l'inflation des quatre facteurs suivants⁴ : 1 - les

pressions émanant de la demande appréhendées par l'écart entre la production effective et la production potentielle; 2 - l'écart entre la quantité réelle de monnaie offerte et celle demandée; 3 - l'existence des chocs d'offre tels que des fluctuations dans les termes de l'échange, les conflits ou la sécheresse; 4 - un effet d'inertie lié éventuellement aux anticipations inflationnistes ou à la révision des contrats salariaux. L'écart entre les quantités offertes et demandées de monnaie s'est révélé un facteur plus déterminant de l'inflation que l'écart de production. Sur cette base, les auteurs estiment que des variables monétaires seraient les mieux indiquées en matière de ciblage de l'inflation.

Dans la plupart des études sur les sources de l'inflation, les déficits budgétaires ne sont pas inclus en tant que facteurs distincts de l'inflation, car leur influence se fonde probablement dans celle des autres facteurs. En outre, des arrangements institutionnels, comme dans le cas des pays de la zone Franc, limitent le recours de la part des gouvernements au financement monétaire des déficits budgétaires. Néanmoins, l'accommodement des déficits budgétaires s'est révélé une cause principale de la croissance monétaire et de l'hyperinflation dans des pays à gestion monétaire autonome et engagée dans une longue et difficile transition politique. Dans ces cas, la maîtrise de l'inflation passe sans aucun doute par la mise en œuvre de politiques budgétaire et monétaire rigoureuses.

4. CONCLUSION

La lutte contre l'inflation est coûteuse. Aux coûts de l'inflation propre-

1 Voir Baba Ndiaye et Yankhoba J. Badji, *Les déterminants de l'Inflation au Sénégal : Approche par les fonctions de consommation*, République du Sénégal, ministère de l'Économie et des Finances, Agence nationale de la statistique et de la démographie, septembre 2008.

2 Voir Mame Astou Diouf, *Modeling Inflation for Mali*, IMF Working Paper WP/07/295, décembre 2007.

3 Voir Abdoulaye Zanon, *Les déterminants de l'inflation au Burkina Faso*, CAPES, document de travail n°02/2003, décembre 2003.

4 Voir Régis Barnichon et Shanaka J. Peiris, *Sources of Inflation in Sub-Saharan Africa*, IMF Working Paper WP/07/32, février 2007. Les pays suivants ont été considérés : Botswana, Cameroun, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Ghana, Kenya, Madagascar, Malawi, Mali, Niger, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Zambie et Zimbabwe.

ment dite, s'ajoute celui de la réduction. Les coûts de la désinflation proviennent pour beaucoup des conditions initiales et de la lenteur de mise en œuvre des politiques d'ajustement requises. En ce qui concerne les conditions initiales, il serait moins difficile de réduire l'inflation à partir d'un taux élevé qu'à partir d'un taux relativement plus faible, en partie parce que les rigidités nominales deviennent plus importantes à de faibles taux d'inflation¹.

La persistance de l'inflation peut dépendre de facteurs institutionnels tels que les conventions salariales et autres dispositifs réglementaires. Cependant, il n'y a pas suffisamment d'évidence empirique du rôle de ces facteurs sur l'inflation dans les pays africains. La persistance de l'inflation peut également dépendre des anticipations du public vis-à-vis de l'inflation, et de la crédibilité des politiques en vigueur. Les mesures destinées à renforcer la crédibilité des politiques anti-inflationnistes peuvent s'articuler autour d'un point d'ancrage nominal formel pour la politique monétaire, dans le but de juguler les anticipations inflationnistes, et aussi consister à lier les mains des autorités en imposant une certaine discipline. Les taux de change fixes ont longtemps été utilisés à cette fin. Accroître l'indépendance de la Banque centrale peut aussi favoriser la réalisation et le maintien d'une inflation réduite. Toutefois, l'existence d'une Banque centrale juridiquement indépendante ne suffit pas à assurer de bons résultats en matière d'inflation. Enfin, le renforcement de la crédibilité des politiques est très important dans la maîtrise de l'inflation. Le rééquilibrage

des finances publiques y contribuerait énormément en Afrique subsaharienne quel que soit le groupe de pays considéré. En effet, une politique monétaire anti-inflationniste qui n'est pas soutenue par l'ajustement budgétaire risque de ne pas être crédible.

Il faut donc espérer que l'observance stricte des critères de convergence définis dans le cadre du Programme de la coopération monétaire en Afrique (PCMA) puisse contribuer d'une part à l'instauration de la discipline collective nécessaire à la viabilité future de cette institution et, d'autre part, au renforcement de la crédibilité même des politiques économiques de ses pays membres.

BIBLIOGRAPHIE

Atish R. Ghosh, Anne-Marie Gulde, Jonathan D. Ostry et Holger C. Wolf, *Does the Nominal Exchange Rate Regime Matter ?*, document de travail du FMI 95/121, novembre 1995.

Michael Bruno M., «L'inflation freine-t-elle vraiment la croissance?», in *Financement & Développement*, septembre 1995, p. 35-38 ; et aussi FMI, «Hauts et bas de l'inflation : Analyse du bilan de l'après-guerre», *Perspectives de l'économie mondiale*, chapitre VI, octobre 1996.

FMI, *Perspectives économiques régionales. Afrique subsaharienne*, avril 2009.

FMI, «Hauts et bas de l'inflation : Analyse du bilan de l'après-guerre», in *Série des études économiques et financières. Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 1996.

Baba Ndiaye et Yankhoba J. Badi, *Les déterminants de l'inflation au Sénégal: Approche par les fonctions de*

¹ Voir FMI, « Hauts et bas de l'inflation... », *op. cit.*

consommation, république du Sénégal, ministère de l'Économie et des Finances, Agence nationale de la statistique et de la démographie, septembre 2008.

Mame Aïtou Diouf, *Modeling Inflation for Mali*, IMF Working Paper WP/07/295, décembre 2007.

Abdoulaye Zonon, *Les déterminants de l'inflation au Burkina Faso*, CAPES, Document de travail n°02/2003, décembre 2003.

Régis Barnichon et Shanaka J. Peiris, *Sources of Inflation in Sub-Saharan Africa*, IMF Working Paper WP/07/32, février 2007. ¶

